



Expertise Comptable
Audit & Conseil

**Associés
Commissaires aux comptes**

Michel MARTIN
Benoît DESBOIS
Bruno ROUILLE
Estelle COLLET
Pascal VALTON
Jean-Marc LECONTE
Florence ANDRÉ
Vincent COCUELLE
Valentin DOLIGÉ
Thibaut CLOSSET
Yveric FOUI
Anne-Laure BRUN
Caroline MASSON
Rudy ROUSSEAU
Nicolas BAVANT
Thomas VATINEL
Sonia AUBERT-SEYRES
Aurélien PINSARD

2, avenue de Paris
45056 Orléans Cedex 1
Tél : 02 38 77 76 75
orcom@orcom.fr

2, rue Edouard Branly
CS 50015
45125 Villemandeur
Tél : 02 38 95 03 10
orcomvillemandeur@orcom.fr

31, rue du Faubourg Saint-Germain
45600 Sully-sur-Loire
Tél : 02 38 36 46 03
orcomsully@orcom.fr

Parc des Propylées
7, allée des Atlantes
CS 60276
28008 Chartres Cedex
Tél : 02 37 26 28 28
orcomchartres@orcom.fr

8, rue des Granges Galand
BP. 10329
37553 Saint-Avertin Cedex
Tél : 02 47 71 20 20
orcomtours@orcom.fr

1, avenue de la Butte
CS 13302
41033 Blois Cedex
Tél : 02 54 43 75 57
orcomblois@orcom.fr

ORCOM AUDIT

Société de Commissaires
aux Comptes membre de la
Compagnie Régionale des
Commissaires aux Comptes de
Versailles et du Centre

S.A.S AU CAPITAL DE 850.000 €
RCS ORLÉANS 323 479 741
N° DE TVA INTRACOMMUNAUTAIRE :
FR 19 323 479 741

Saint Avertin, le 27 mai 2024

ASSOCIATION LA SOURCE
Madame PERRIER Emmanuelle
1 avenue de la Source
Service administratif
37360 SEMBLANCAY

OA/JLE
MMN/VRS

Madame la Directrice,

Nous avons l'honneur de vous remettre sous ce pli les rapports que nous avons établis en notre qualité de commissaire aux comptes de votre association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Vous en souhaitant bonne réception,

Nous vous prions de croire, Madame la Directrice, en l'assurance de nos sentiments distingués.

Le Commissaire aux Comptes
ORCOM AUDIT


J.M. LECONTE
Associé

**RAPPORTS DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**ASSOCIATION
LA SOURCE**

31 décembre 2023

ASSOCIATION LA SOURCE
SIEGE SOCIAL : 1 AVENUE DE LA SOURCE – 37360 SEMBLANCAY
SIRET : 775 692 155 00013

S O M M A I R E

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

COMPTES ANNUELS

RAPPORT SPECIAL SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

ASSOCIATION LA SOURCE
SIEGE SOCIAL : 1 Avenue de la Source – 37360 SEMBLANCAY
SIRET: 775 692 155 00013

* * * * *

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association LA SOURCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association LA SOURCE à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821.53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- La note de l'annexe « I – Principes, règles et méthodes comptables, G – Fonds dédiés » indique la méthodologie de comptabilisation des fonds dédiés qui seront à utiliser sur l'exercice 2023.
- La note de l'annexe « I – Principes, règles et méthodes comptables, I – Provisions pour renouvellement des immobilisations » précise les modalités de comptabilisation des provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations.
- La note de l'annexe « II – Informations relatives au bilan et au compte de résultat, D – Congés payés » indique la méthode retenue pour la comptabilisation de la provision pour congés payés et des charges afférentes.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.
Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint Avertin, le 27 mai 2024
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES
ORCOM AUDIT



JM LECONTE
Associé

ASSOCIATION LA SOURCE

BILAN PROPRE D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL OU MEDICO-SOCIAL
GERE PAR UN ORGANISME DE DROIT PRIVE

A C T I F	31-déc-2023			31-déc.-22
	Montant brut	Amort et prov.	Montant net	Montant net
Actif Immobilisé				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaire	41 038,81	39 755,87	1 282,94	2 379,61
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Avances et acomptes				
Immobilisations Corporelles				
Agencements, Terrains	1 368 164,64	182 085,82	1 186 078,82	1 183 891,40
Constructions	12 757 914,82	7 026 570,61	5 731 344,21	6 015 608,21
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 621 918,47	1 220 090,22	401 828,25	458 010,50
Autres immobilisations corporelles	4 217 033,41	3 088 844,43	1 128 188,98	1 153 414,89
Immobilisations reçues en affectation				
Immobilisations en cours	92 036,00		92 036,00	81 737,34
Avances et acomptes	-	-	-	-
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations Financières				
Participations et créances rattachées à des participations	-		-	-
Autres titres immobilisés	23 439,50		23 439,50	23 082,25
Prêts	-		-	-
Autres immobilisations financières	11 120,56		11 120,56	11 329,03
Total 1	20 132 666,21	11 557 346,95	8 575 319,26	8 929 453,23
Comptes de liaison (2)	-		-	-
Total 2	-	-	-	-
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières et fournitures	55 251,70	-	55 251,70	42 223,07
Autres approvisionnements	2 504,09		2 504,09	940,80
En cours de production de biens et de services	-		-	2 237,42
Produits intermédiaires et finis	29 675,01	-	29 675,01	9 990,67
Marchandises	-	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	293,00		293,00	11 412,29
Créances			-	-
Créances redevables clients, usagers et cptes rattachés	2 119 583,33	-	2 119 583,33	1 443 821,83
Autres créances	526 505,27	-	526 505,27	1 163 414,75
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres	1 032 003,38		1 032 003,38	-
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	5 447 633,70		5 447 633,70	6 286 177,07
Charges constatées d'avance	14 910,96		14 910,96	11 119,08
Créances reçues par legs et donations				
Total 3	9 228 360,44	-	9 228 360,44	8 971 336,98
Frais d'émission des emprunts(4)				
Primes de remboursement des emprunts (5)				
Ecart de conversion actif (6)				
TOTAL GENERAL (1+2+3+4+5+6)	29 361 026,65	11 557 346,95	17 803 679,70	17 900 790,21

ASSOCIATION LA SOURCE

**BILAN PROPRE D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL OU MEDICO-SOCIAL GERE
PAR UN ORGANISME DE DROIT PRIVE**

P A S S I F	31-déc-2023	31-déc-2022
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	865 159,16	865 159,16
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	58 834,54	58 834,54
Réserves pour projet de l'entité	0,00	0,00
Réserves sous gestion contrôlée	4 490 841,77	4 609 076,21
Autres réserves	1 505 378,72	1 505 378,72
Ecart d'équivalence		
Report à nouveau		
Report à nouveau sous gestion non contrôlées	2 114 510,39	1 807 753,25
Report à nouveau sous gestion contrôlées	176 323,94	376 247,24
Excédent ou déficit de l'exercice	-376 443,92	-9 831,28
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 325 267,34	1 418 519,18
Provisions réglementées		
Couverture du besoin du fonds de roulement		
Provisions réglementées relatives aux immobilisations	997 012,68	1 080 345,77
Provisions réglementées relatives aux stocks		
Réserves de plus values nettes d'actif	583 519,19	583 519,19
Total 1	11 740 403,81	12 295 001,98
Comptes de liaison	0,00	0,00
Total 2	0,00	0,00
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	353 740,61	413 556,42
Total 3	353 740,61	413 556,42
Provisions		
Provisions pour risques	0,00	0,00
Provisions pour charges	934 652,27	942 146,30
Total 4	934 652,27	942 146,30
Dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 756 009,06	1 543 287,91
Emprunts et dettes financières divers	0,00	0,00
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 362,33	7 317,68
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	630 073,21	498 660,66
Dettes des legs ou donations		
Dettes sociales et fiscales	1 443 941,07	1 441 066,70
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	22 939,26	6 799,20
Autres dettes	812 501,30	641 791,33
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	107 056,78	111 162,03
Total 5	4 774 883,01	4 250 085,51
Ecart de conversion passif (6)		
TOTAL GENERAL (1+2+3+4+5+6)	17 803 679,70	17 900 790,21

ASSOCIATION LA SOURCE

COMPTE DE RÉSULTAT		exercice clos le 31.12.2023	exercice clos le 31.12.2022
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations		1 220,00	1 030,00
Ventes de marchandises		-	-
Vente de Biens		1 085 896,14	1 036 718,32
Montant net du Chiffre d'affaires		1 087 116,14	1 037 748,32
dont ventes de dons en natures			
Vente de prestations de service		183 553,13	188 459,73
dont parrainages			
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subvention d'exploitation		10 742 770,44	10 105 806,49
Versement des fondateurs ou consommation dotaiton consommable			
Ressources liées à la générosité du public			
Dons manuels			
Mécénats			
Legs, donations et assurance-vie			
Contributions financières		-	-
Production stockée		17 446,92	3 380,65
Production immobilisée		6 987,06	14 408,82
Reprises sur provisions (et amortissements), transfert charges		25 768,15	69 696,38
Autres produits		1 452 401,72	1 395 389,64
Utilisation des fonds dédiés		147 315,81	109 962,06
total 1		13 663 359,37	12 918 090,79
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises		-	-
Variations de stocks de marchandises		-	-
Achats de matières premières et de fournitures		367 714,62	341 224,05
Variations de stocks de matières premières et fournitures		13 028,63	13 053,39
Achats d'autres approvisionnements		12 372,24	8 602,41
Variations de stocks d'approvisionnements		1 563,29	1 002,56
Autres achats et charges externes		3 225 057,05	2 838 709,56
Aides financières			
Impôts, taxes et versements assimilés		684 400,94	655 467,89
Salaires et traitements		6 592 168,77	6 220 167,76
Charges sociales		2 518 483,39	2 380 618,46
Dotations aux amortissements et dépréciations		703 512,42	683 805,36
Dotations aux provisions		-	91 732,58
Reports en fonds dédiés		87 500,00	77 622,06
Autres charges		45 908,42	47 229,31
total 2		14 222 525,93	13 359 235,39
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2)		- 559 166,56	- 441 144,60
PRODUITS FINANCIERS			
Produits financiers de participation			
Produits financiers d'autres valeurs mobilière et créances actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés		6 528,40	3 435,71
Reprise sur provisions et transfert d Charges			
Différences positives de Change			
Produits nets sur valeurs mobilières de placement		15 902,70	68,93
total 5		22 431,10	3 504,64
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements et aux provisions			
Intérêts et charges assimilées		19 361,14	20 488,98
Différences négatives de Change			
Charges nets sur valeurs mobilières de placement			
total 6		19 361,14	20 488,98
2. RESULTAT FINANCIER (5-6)		3 069,96	16 984,34
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (1-2+3-4+5-6)		- 556 096,60	- 458 128,94
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Produits exceptionnels sur opération de gestion		5 162,22	7,22
Produits exceptionnels sur opération en capital		93 751,84	611 065,31
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		102 360,69	98 887,27
total 7		201 274,75	709 959,80
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		172,67	-
Charges exceptionnelles sur opération en capital		115,78	8 293,69
Dotations aux amortissements et aux provisions		17 002,62	253 368,43
total 8		17 291,07	261 662,12
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (7-8)		183 983,68	448 297,68
Participation des salariés au résultat (9)			
Impôts sur les bénéfices		4 331,00	-
PRODUITS CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
total A		4 331,00	-
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
total B		-	-
TOTAL DES PRODUITS (1+3+5+7+11)		13 887 065,22	13 631 555,23
TOTAL DES CHARGES (2+4+6+8+9+10+12)		14 263 509,14	13 641 386,49
EXCEDENT OU DEFICIT		- 376 443,92	9 831,26

ANNEXE ASSOCIATION LA SOURCE

Objet social :

La présente Association fondée conformément à la loi du 1er juillet 1901 est dite "LA SOURCE". Elle a pour but l'aide et l'épanouissement des personnes handicapées mentales. Sa durée est illimitée.

Moyens mis en œuvre et ressources :

Les moyens d'action de l'Association sont, notamment :

- La gestion d'établissements médico-sociaux
- Le choix des cadres dirigeants et du personnel des établissements et services dont les modalités sont précisées par le règlement intérieur.
- la prise en location ou l'acquisition de terrains, immeubles ou locaux et leur aménagement ; l'achat de matériel ou de mobilier en vue de pourvoir aux besoins et au bien-être des personnes handicapées mentales

L'exercice social d'une durée de douze mois couvre la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023.

Le bilan, avant répartition des résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2023, a été arrêté avec un total de 17 803 679,70 €.

Le montant des produits d'exploitation comptabilisés au cours de l'exercice est de 13 663 359,37 €.

Le déficit dégagé dans le compte de résultat, présenté sous forme de liste, s'élève à 376 443,92 €.

Les notes et commentaires ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Ces derniers ont été arrêtés le 24 avril 2024 par le Conseil d'Administration.

I – PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES :

A – Méthodes d'évaluation :

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, Conformément aux hypothèses suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables de l'exercice à l'autre,
- indépendances des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode générale de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Pour chaque poste des comptes annuels, les méthodes appliquées sont, si nécessaire, décrites dans les notes qui suivent.

B - Application du règlement sur les actifs

- Identification des composants d'une immobilisation corporelle

Par application, depuis le 31 décembre 2005, de la réglementation sur les actifs (règlements CRC (Comité de la Réglementation Comptable) 2002-10 et 2004-06), les immobilisations sont dorénavant classifiées par composants et amorties selon la durée d'utilité attribuée à chaque composant selon la méthode prospective.

- **L'IDENTIFICATION**, est déterminée « en composant » soit environ 15 lots (gros œuvre – plomberie - chauffage – couverture – revêtement de sol...).
- Pour les constructions pour lesquelles nous disposons du détail par corps d'état les durées d'amortissements ont été calculées sur la durée d'utilité estimée pour chaque corps d'état.
- Lorsque les constructions sont non identifiables par lot (immobilisations acquises déjà construites), seuls 4 composants ont été retenus (conformément à l'instruction fiscale du 30/12/2005 – soit gros-œuvre - façades étanchéité - installations générales techniques – agencements).
- Seul l'ensemble des bâtiments anciens de Semblançay n'ont pas fait l'objet d'une décomposition par composant.
- Il n'a pas été recensé de bien autre que les constructions pour lesquels la règle de décomposition des immobilisations pouvait être appliquée.
- **METHODE et COMPTABILISATION**
- Le nouveau calcul des amortissements a été établi, en utilisant la méthode prospective, sur la durée d'utilité restant à courir, à partir de la valeur nette comptable au 01/01/2005.
- **DUREES D'AMORTISSEMENT PRATIQUEES**
- Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire.
- Les durées d'amortissement retenues correspondent aux durées habituellement observées, suivant la nature des immobilisations considérées.

Désignation	Durées d'Amortissement pratiquées
Bâtiments	1 à 30 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Outillage	1 à 10 ans
Matériel roulant	3 à 10 ans
Mobilier	2 à 10 ans
Matériel de bureau	3 à 10 ans
Agencements et installations	1 à 20 ans
Logiciels	1 à 4 ans

- **EFFET SUR LE COMPTE DE RESULTAT DE L'APPLICATION DU REGLEMENT SUR LES ACTIFS.**
- La dotation aux amortissements des immobilisations de l'exercice 2023 s'élève à 703 512,42 €. Avec les mêmes durées d'amortissement qu'en 2004, cette dotation aurait été de 689 629,74 €, soit un écart de - 13 882,68 € comptabilisé en charges nettes exceptionnelles par l'enregistrement d'amortissements dérogatoires (dotations pour 17 002,62 € – reprises pour 30 885,30 €).

C – Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat augmenté des frais accessoires sur achats).

D – Immobilisations incorporelles :

Les immobilisations incorporelles sont composées de logiciels, et sont évaluées à leur coût d'acquisition.

E – Stocks :

Les marchandises, matières et approvisionnement sont valorisés au prix d'achat, frais accessoires inclus ou à leur coût de revient.

Une provision pour dépréciation des éléments en stock est éventuellement constituée.

Lorsque la valeur d'inventaire de ces derniers est inférieure à la valeur d'entrée en stock.

F – Créances :

Créances clients, organismes de prise en charge et autres créances :

- à moins d'un an s'élèvent à 2 646 088,60 €
- et celles à plus d'un an 0,00 €

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

G – Fonds dédiés

Les soldes non réalisés au 31/12/2023 le seront en 2024. Nous avons constitué au passif du bilan - (compte 194) des Fonds dédiés - pour un montant de 353 740.61 €, destiné :

• CNR situation critique (EAM)	65 261,23 €
• CNR Formation (EAM)	12 256,11 €
• CNR Evaluation interne et externe (IME)	11 732,74 €
• CNR Formation d'un éducateur spécialisé (IME)	49 514,74 €
• CNR Formation – Evaluation (IME)	13 672,16 €
• CNR Qualifiante Educateur (IME)	12 331,52 €
• CNR Aide aux aidants/l'AMI (IME)	34 562,00 €
• CNR dispositif accompagnement médical (IME)	100 000,00 €
• Fds dédiés expérimentation ERT	20 000,00 €
• Evaluation interne – externe (SESSAD)	2 262,74 €
• CNR gratifications stagiaire (SESSAD)	583,80 €
• Contrats Avenir (SESSAD)	3 754,29 €
• Fds déd transport	27 809,28 €

H – Valeurs mobilières de placement

Au 31 décembre 2023, il a été comptabilisé :

- ASSO LA SOURCE : 1 000 000,00 € de CAT
- SIEGE : 32 003,38 € d'OPCVM.

I – Provisions pour renouvellement des immobilisations (Crédits non reconductibles) :

L'avis du Conseil National de la Comptabilité n°2007-05 du 4 mai 2007 a autorisé la comptabilisation de provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations. Les soldes sont repris au fur et à mesure des utilisations et des dotations aux amortissements en découlant. Des provisions sont donc comptabilisées dans les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 et leurs soldes s'élèvent à 751 981.32 € selon le détail suivant :

Solde à Investir

- EAM : Logiciel médical	9 960,00 €
- IME : CNR 2016 reste à financer sur PPI	31 600,00 €
- IME : CNR 2021 Investissements	88 306,00 €

Solde à amortir sur montants antérieurement comptabilisés en immobilisations :

- EAM	8 502,36 €
- IME	575 051,06 €
- ESAT	38 561,90 €

La comptabilisation de ces dotations aux provisions réglementées est enregistrée dans le cycle exceptionnel.

II – INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT :

A – Immobilisations :

La synthèse des mouvements enregistrés sur les immobilisations (valeurs brutes) et les amortissements est établie et présentée dans les tableaux annexés ci-après.

B- Provisions :

Provision pour indemnité de départ en retraite :

La provision pour indemnité de départ en retraite a été actualisée à la clôture de l'exercice, conformément aux dispositions de la convention collective et afin de tenir compte de l'évolution de l'effectif et de l'ancienneté du personnel.

La provision inscrite dans les comptes à ce titre s'élève à 658 734,99 €.

D'après les estimations effectuées, le montant de cette provision ne couvre pas complètement la dette actuarielle au 31 décembre 2023 qui ressort à 1 095 828,06 €, calculée sur les personnes en âge de partir à la retraite dans dix ans. L'écart est de 437 093,07 €.

C- Réserve de Trésorerie :

Le Ministère des Affaires Sociales étant opposé à l'imputation des congés payés sur la réserve de trésorerie, celle-ci a été reconstituée dans ses éléments d'origine.

D– Echéances des dettes :

La ventilation des échéances des emprunts auprès des établissements de crédit qui figure au passif du bilan est la suivante :

➤ part à moins d'un an	65 472,15 €
➤ de un à cinq ans	272 084,40 €
➤ à plus de cinq ans	825 650,65 €

Total 1 163 207,20€

E– Charges à payer :

Les charges à payer sont d'un montant de 1 017 019,05 € et sont composées de :

- Intérêts courus	922,49 €
- Fournisseurs factures non parvenues	202 203,34 €
- Clients – avoir à établir	0,00 €
- Provisions pour congés à payer	395 935,02 €
- Salaires à payer	22 722,72 €
- Personnel CET brut	24 897,02 €
- Personnel CET brut FAM social	1 185,57 €
- Charges sociales à payer sur provision congés à payer	177 440,04 €
- Organismes sociaux charges à payer	10 962,66 €
- Charges personnel CET brut	14 611,00 €
- Charges personnel CET brut FAM social	723,17 €
- CPAM indemnités maladie/AT	3 730,26 €
- Autres charges à payer	161 685,76 €

F – Produits à recevoir :

Les produits à recevoir sont d'un montant de 330 570,62 € et sont composés de :

- Avoirs non parvenus	2 793,28 €
- Clients Factures à établir	28 203,30 €
- Provisions annualisation débit (heures)	12 834,11 €
- Charges differ.annualisation débit (heures)	5 591,91 €
- Organismes sociaux – Produits à recevoir	8 380,24 €
- Autres Produits à recevoir	256 668,10 €
- Intérêts courus à recevoir	15 764,38 €

G – Ventilation des produits :

- Cotisations	1 220,00 €
- Ventes et prestations de services	1 269 449,27 €
- Tarifications (Dotation globale et prix de journée)	10 742 770,44 €
- Produits stockés	17 446,92 €
- Production immobilisée	6 987,06 €
- Reprises sur provisions et amortissements, transferts de charges	25 768,15 €
- Autres produits (dont l'aide au poste 1 074 546,96 €)	1 452 401,72 €
- Utilisation fonds dédiés	147 315,81 €
- TOTAL	13 663 359,37 €

H– Résultat exceptionnel :

Le résultat exceptionnel est un excédent net de 183 983,68 €. Il correspond en majeure partie à des engagements réalisés sur les crédits non reconductibles attribués aux établissements financés par l'ARS et des quotes-parts de subvention d'investissement.

I– Subventions inscrites au bilan :

Le solde des subventions reçues est de 1 325 267,34 € et concerne principalement des sommes qui sont rapportées au compte de résultat selon le rythme des amortissements des immobilisations acquises à l'aide de celles-ci.

Les plus importantes concernent l'IME de Semblançay pour la construction de l'hébergement et l'ESAT pour la construction du nouvel ESAT et s'analysent comme suit :

Subventions perçues :	2 182 951,14 €
Amortissements subventions déjà comptabilisées	<u>- 1 009 323,70 €</u>
Solde restant à amortir :	1 173 627,44 €

J– Subventions reçues incorporées au compte de résultat :

Elles sont principalement composées de l'aide au poste (contribution de l'état aux salaires des travailleurs) perçue par l'ESAT « Les ateliers de l'Europe » pour 1 074 546,96 €, et de la quote-part des subventions virées au compte de résultat en 2023 pour 93 251,84 €

K – Transfert de charges :

D'un montant total de 15 444,65 €, ils sont principalement composés de remboursement de sinistres par les assurances.

L- Informations sur les dirigeants :

Les rémunérations allouées au collège des dirigeants ont représenté un montant de 208 867,60 €.

III – ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS :

La provision pour indemnité de départ en retraite a été actualisée à la clôture de l'exercice, conformément aux dispositions de la convention collective et afin de tenir compte de l'évolution de l'effectif et de l'ancienneté du personnel.

La provision inscrite dans les comptes à ce titre s'élève à 658 734,99 €.

D'après les estimations effectuées, le montant de cette provision ne couvre pas complètement la dette actuarielle au 31 décembre 2023 qui ressort à 1 095 828,06 €, calculée sur les personnes en âge de partir à la retraite dans dix ans. L'écart est de 437 093,07 €.

La cession des terrains de l'ESAT, situés rue du Luxembourg à Tours, n'a finalement pas pu être conclue, ainsi qu'on l'espérait au cours de l'exercice 2023. En effet, le diagnostic archéologique, initié en 2023, a fait apparaître des traces de vestiges du paléolithique moyen qui nécessitent des fouilles. Ces fouilles, dont le coût est porté par le promoteur acquéreur du terrain ont été engagées au 1^{er} semestre 2024. Ce n'est qu'au terme de ces fouilles que la vente pourra être signée.

Tableau des effectifs	Nombre d'ETP
Direction/Encadrement	9,048
Administration/Gestion	11,064
Services Généraux	27,195
Socio-éducatif	79,749
Médical	7,154
Total	134,21

IV – FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Les mouvements de personnel de l'exercice 2023

- ✚ L'année 2023 reste marqué par de **graves difficultés de recrutement** sur l'ensemble des établissements. La situation est cependant plus en tension sur les structures adultes, plus éloignées géographiquement et moins attractives sur le plan de l'organisation de travail. Cette pénurie de personnel pèse aussi sur le climat social de certaines structures et nous ont contraint à avoir, plus que nous ne l'aurions souhaité, recours à des missions d'intérim. Ces dernières, onéreuses, pèsent sur les charges de groupe II et participent à creuser des déficits sur les structures.
- ✚ **Olivier Marengi, chef de service du foyer et du FAM d'Ambillou nous a informé de son souhait de quitter ses fonctions** à la date du 4 novembre 2023 pour rejoindre une autre association du territoire en qualité de chef de service. Il rejoint ainsi un secteur d'intervention qui lui est cher : l'enfance. Ce sera un chef de service regretté par les équipes des établissements. C'est Mme Nathalie Jacques-Mailhe qui a rejoint l'équipe du foyer d'Ambillou fin novembre 2023 en qualité de cheffe de service.
- ✚ Après plus de 3 ans en qualité de cheffe de service de l'ESAT dans lequel elle avait participé activement à la restauration d'un climat social particulièrement tendu en 2020, **Mme Elodie Azot a été nommée Directrice de l'ESAT** par Mr Jérôme Jollivet, Président de l'Association la Source le 30 octobre dernier. Mme Emmanuelle Perrier, Directrice Générale, qui assurait l'intérim de la fonction de direction sur la structure, reprend donc à temps plein ses fonctions sur le siège social.
- ✚ Après le départ de Mr Patrick Jarry, responsable administratif et financier de l'Association, en mars 2023, **l'Association a recruté Mr Philippe Touzet en qualité de Directeur Administratif et Financier en juin dernier.**

Les points de tension de l'exercice 2023

- ✚ Le 1^{er} semestre 2023 a été douloureusement marqué par une **succession de décès au sein du foyer de Semblançay**. Outre le chagrin des résidents et des équipes de professionnels qu'il a été nécessaire d'accompagner, les résidents et les salariés ont été profondément impactés, cette situation provoquant, et on le comprend aisément, inquiétudes et insécurité.

- ✚ Le foyer d'Ambillou a été très ébranlé au cours de l'été suite aux révélations de 2 jeunes femmes portant des **accusations d'agressions sexuelles et de viol** de la part d'un salarié. L'enquête est encore en cours mais le salarié a d'ores et déjà été licencié au regard de la reconnaissance partielle des faits et sur les conseils de l'avocat de l'Association. Depuis, ce salarié a attaqué l'Association pour procédure vexatoire auprès des Prudhommes. Les informations dont nous disposons à ce jour nous permettent d'affirmer que les éléments d'enquête concernant les faits de viols et violences sexuelles ont été transmis au parquet et pourraient ouvrir à une procédure pénale. A ce titre, la procédure prudhommale pourrait être suspendue en attendant la position du Procureur de la République.
- ✚ Dans le même temps, sur l'année 2023, l'Association rencontre une **situation de tension importante avec le Conseil Départemental**.

Des crispations qui portent sur plusieurs points :

- Un climat de suspicion et qui repose sur 2 lettres de dénonciations calomnieuses à l'égard de l'association et sur lesquelles, le Conseil départemental a souhaité, légitimement, avoir quelques éclairages.
Cela a donné lieu à une 1^{ère} inspection en mars 2023 dite « sur pièces », c'est-à-dire reposant essentiellement sur des documents et des éléments de preuves que nous leur avons transmis et qui ont semblé répondre à leurs interrogations.
Puis, une 2^{ème} lettre calomnieuse en juillet 2023 à l'égard de la Source et envoyée là au Conseil Départemental et à l'ARS, a donné lieu à une rencontre dans leurs locaux. Là encore, cela a permis de lever les inquiétudes du Conseil Départemental. Cela n'exclue toutefois pas la possibilité d'une inspection sur site.
- 2 refus de dépenses à réception des notifications des comptes administratifs 2021, en aout 2023 :
 - 19 250€ pour les charges liées à l'emploi d'un prestataire extérieur dans le cadre de l'évaluation interne sur l'ensemble des structures, finalement retenues dans la détermination du résultat 2021 après contestation de la part de l'association.
 - 15 000€ pour un accord transactionnel dans un conflit qui oppose l'association à un salarié du foyer de Semblançay et que nous continuons de contester au prétexte que la signature de l'accord transactionnel ne peut pas être considérée « comme étrangère par sa nature ou son importance à celles envisagées lors de la procédure de fixation du tarif » conformément à l'article R.314-52 du CASF
- Une absence de considération des charges réelles, telles que présentées dans les budgets prévisionnels 2023, qui pèsent sur les structures dans l'arrêté de tarification adressé le 27 septembre 2023 pour l'exercice 2023.
Parfaitement conscients de la pression qui pèse aujourd'hui sur les départements, nous avons présenté pour 2023 des budgets prévisionnels en nette augmentation mais qui prenaient en compte les charges réelles des structures : augmentation des charges de l'énergie, prise en compte de l'inflation, versement en année pleine des primes Laforcade/Métiers socio éducatifs, et prise en compte de la valeur du point pour un montant total de 6 688 000€. C'est finalement 6 342 900€ qui sont finalement arrêtés par les services du Conseil Départemental.
Une situation qui met les établissements particulièrement en tension sur l'exercice 2023 et en nécessaire arbitrage sur des charges pourtant incompressibles si on ne veut perdre en qualité d'accompagnement... La contreproposition budgétaire reçue en aout a fait l'objet d'une contestation par LRAR auprès des services du Conseil Départemental dans les délais impartis sans trouver d'issue favorable. L'Association La Source a finalement choisi d'engager un recours auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale.

- ✚ **Concernant la vente des terrains de l'ESAT situés rue du Luxembourg**, le diagnostic archéologique engagé en février dernier a permis de découvrir la présence de vestiges archéologiques du paléolithique moyen... cette découverte oblige à engager des fouilles. Il revenait aux promoteurs de se rapprocher de prestataires pour établir des devis comparatifs. C'est chose faite... le mieux disant (paleotime) est de 377 605 € HT auquel il conviendra peut-être d'ajouter une tranche optionnelle de 35 000 €HT. Il revient au promoteur, la société Edouard denis, acquéreur du terrain, d'en assumer la charge. Ce nouvel aléa dans la vente du terrain repousse une nouvelle fois la vente définitive de ce terrain et une énième prorogation de la promesse de vente a été signée courant janvier 2024. La signature définitive est espérée avant décembre 2024.

✚ Le dernier trimestre 2023 a été marquée par **une crise sociale sans précédent sur le pôle enfance** et qui devrait trouver sa résolution en 2024. En effet, en septembre 2023, la Commission Santé, Sécurité et Conditions de travail (CSSCT) a été saisie par une alerte des professionnels de l'IME soulignant une dégradation de leurs conditions de travail préjudiciables à la qualité de l'accompagnement.

2 mois plus tard et sans attendre les conclusions de l'enquête menée par la CSSCT, les représentants du personnel font valoir leur droit d'alerte contraignant la direction générale à organiser sans délais une enquête interne paritaire, avec mobilisation des représentants du personnel, de la CARSAT (Caisse d'Assurance Retraite et de Santé Au travail), de l'inspection du travail, enquête qui a trouvé sa conclusion en janvier 2024

Les conclusions des 2 enquêtes sont concordantes et soulignent :

- Un manque de vision claire d'une structure en transformation
- Des modalités de communication inappropriées
- Des difficultés de management

Ces conclusions, alarmantes, ont nécessité des décisions difficiles mais indispensables pour restaurer un climat social de qualité :

- Départs par ruptures conventionnelles de la cheffe de service de l'IME et de la directrice du pôle enfance au cours du 1^{er} semestre 2024
- Mise en place d'un audit sur les risques psychosociaux par un organisme extérieur avec création d'un plan d'action de lutte contre les risques psycho-sociaux identifiés à partir de mai 2024
- Restructuration de la gouvernance du pôle enfance avec la création d'un poste de directeur adjoint en la personne d'Adrien Davailon, figure connue et appréciée des équipes puisqu'il a été chef de service pendant 4 ans du pôle enfance.
- Mise en place d'un accompagnement par une intervenante extérieure des cadres intermédiaires, très fragilisés et insécurisés par cette situation, avec le sentiment que la prise de parole des équipes quant aux dysfonctionnements managériaux avait conduit au départ de l'équipe de direction.

Les nouveaux défis et les leviers à venir

✚ Les services de l'ARS ont demandé à nous rencontrer en novembre dernier, Mme Ophélie Vaillant, Directrice du Pôle Enfance et Mme Emmanuelle Perrier, Directrice Générale, pour nous faire part de leur souhait de nous voir ouvrir **une Unité d'Enseignement Externalisée (dite UEE) dans l'école de Semblançay** permettant d'accueillir 12 enfants de 6 à 12 ans, porteurs de handicaps au titre de la politique inclusive.

Des crédits supplémentaires ont été accordés à cette fin.

- 98 000€ en 2023 fléchés sur 5 places SESSAD
- 100 000€ fléchés sur 12 places d'UEE en 2024
- 93 500€ fléchés pour abonder le financement de l'UEE en 2024

Par ailleurs, un poste supplémentaire d'enseignant spécialisé a été octroyé par les services de l'Education Nationale pour la rentrée de septembre 2024.

Au cours de cette rencontre, nous avons manifesté notre souhait de voir perdurer les services expérimentaux (espace ressource thérapeutique et service Origami) portés par l'Association et soutenus par des financements en Crédits Non reconductibles depuis mai 2019. Malgré l'intérêt porté par l'ARS à ces services dont ils reconnaissent l'efficacité et la pertinence, les crédits alloués ne permettent pas de les soutenir mais l'ARS sera toutefois sensible à ce que les prestations proposées par l'ERT et Origami se fondent dans ce qui doit devenir le DAME (Dispositif d'Accompagnement Médico-Educatif). L'organisation du futur DAME, avec ces nouvelles dispositions, est en cours de construction.

✚ **L'Etablissement d'Accueil Médicalisé hors les murs d'Ambillou**, porté par Mme Moreau Fouquet et ses équipes, continue de se déployer sur le territoire nord-ouest du département et répond largement aux attentes du secteur. Pour preuve, les services de l'ARS et du Conseil Départemental se sont déplacés courant mars 2024 sur site pour prendre connaissance de la structuration et de l'activité du service. L'occasion de souligner ce qui fait encore limite dans le déploiement d'une réponse aux besoins des aidants des adultes porteurs de handicaps encore à domicile et pour lesquels une solution de répit avec hébergement serait salutaire. A ce jour, les locaux ne nous permettent pas de proposer une alternative d'accueil sur les nuitées, malgré des besoins très clairement identifiés. Les représentants de l'ARS et du Conseil départemental ont témoigné de leur intérêt

quant à ces organisations hors les murs et pourraient souhaiter de les déployer sur d'autres territoires du département.

- ✚ Enfin, le déploiement du logiciel permettant la création d'un **Dossier Unique Informatisé (DUI)**, sur des financements CNSA, est très engagé sur l'Association la Source au sein de laquelle 2 établissements (ESAT et Foyer d'animation de Semblançay) ont été pilotes. Les formations des professionnels ont abouti la semaine passée et à l'issue, l'ensemble des structures et services de l'Association seront dument dotés de ce nouvel outil. Les équipes, dont on pouvait craindre la réticence, se montrent au contraire enthousiastes et pressées de voir déployer ce logiciel sur l'ensemble de l'Association.

Dans un avenir proche, il sera nécessaire de se doter de compétences informatiques solides au sein de l'Association. La mutualisation du poste de chargé de mission sur ce projet, aujourd'hui financé sur les fonds CNSA de la grappe constituée pour ce projet, méritera toute notre attention.

ASSOCIATION LA SOURCE

IMMOBILISATIONS

DESIGNATION	VALEURS BRUTES 01/01/2023	ACQUISITION TRANSFERT ET REGULARISATION	CESSIONS TRANSFERT ET REGULARISATION	SOLDE 31/12/2023
<u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>				
Frais d'établissement				-
Autres Immobilisations incorporelles	41 038,81			41 038,81
Immobilisations incorporelles en cours				-
<u>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>	41 038,81	-	-	41 038,81
<u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>				
Terrains	1 033 354,28			1 033 354,28
Agencements et aménagements Terrains	321 871,36	12 939,00		334 810,36
Constructions	11 858 450,82	56 610,06		11 915 060,88
Agencements, Aménagement des constructions	819 139,17	27 315,31	3 600,54	842 853,94
Installations techniques, matériel et outillage	1 660 225,45	39 899,83	78 206,81	1 621 918,47
Agencements, aménagements, installations divers	1 936 640,22	101 981,63		2 038 621,85
Matériel de Transport	943 450,12	40 200,00		983 650,12
Matériel de bureau	68 663,48	11 792,51	7 332,31	73 123,68
Matériel Informatique	165 692,77	45 390,00		211 082,77
Mobilier	465 481,60	6 518,99	1 831,70	470 168,89
Autres Immobilisations corporelles	440 386,11			440 386,11
Immobilisations corporelles en cours	81 737,34	36 244,83	25 946,17	92 036,00
<u>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>	19 795 092,72	378 892,16	116 917,53	20 057 067,34
<u>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</u>				
Participations et créances rattachées à des participations				-
Autres titres immobilisés	23 082,25	357,25		23 439,50
Prêts	-			-
Autres immobilisations financières	11 329,03		208,47	11 120,56
<u>TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES</u>	34 411,28	357,25	208,47	34 560,06
TOTAL	19 870 542,81	379 249,41	117 126,00	20 132 666,21

ASSOCIATION LA SOURCE

AMORTISSEMENTS et PROVISIONS

DESIGNATION	VALEUR 01/01/2023	DOTATION DE L'EXERCICE - REGULARISATION ET TRANSFERT	REPRISES SUR CESSIONS MISE AU REBUT - TRANSFERT ET REGULARISATION	VALEUR 31/12/2023
<u>AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>				
Frais d'établissement	-			-
Autres Immobilisations incorporelles	38 659,20	1 096,67		39 755,87
Immobilisations incorporelles en cours	-			-
<u>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>	<u>38 659,20</u>	<u>1 096,67</u>	-	<u>39 755,87</u>
<u>AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>				
Terrains	-			-
Agencements et aménagements Terrains	171 334,24	10 751,58		182 085,82
Constructions	6 149 514,14	329 536,15	201,90	6 478 848,39
Agencements, Aménagement des constructions	512 467,64	35 456,48	201,90	547 722,22
Installations techniques, matériel et outillage	1 202 214,95	94 908,19	77 032,92	1 220 090,22
Agencements, aménagements, installations	1 303 747,07	86 958,97		1 390 706,04
Matériel de Transport	658 700,02	83 863,48		742 563,50
Matériel de bureau	41 460,57	8 118,03	7 332,31	42 246,29
Matériel Informatique	97 059,98	24 202,36		121 262,34
Mobilier	325 545,65	27 966,20	1 831,70	351 680,15
Autres Immobilisations corporelles	440 386,11			440 386,11
Immobilisations corporelles en cours	-			-
<u>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>	<u>10 902 430,37</u>	<u>701 761,44</u>	<u>86 600,73</u>	<u>11 517 591,08</u>
<u>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</u>				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
<u>TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL	10 941 089,57	702 858,11	86 600,73	11 557 346,95

ASSOCIATION LA SOURCE

EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDITS

DESIGNATION	NOMINAL	- 1 AN	+ 1 AN - 5 ANS	+ 5 ANS	TOTAL EMPRUNT	INTERETS COURUS AU 31/12/2023	TOTAL D'U
CREDIT COOPERATIF (SESSAD)	60 000,00	3 969,92	16 323,51	15 245,64	35 539,07	-	35 539,07
CREDIT COOPERATIF (ESAT SOCIAL)	700 000,00	31 890,05	132 616,76	420 189,13	584 695,93	478,31	585 174,24
CREDIT COOPERATIF (ESAT COMMERCIAL)	650 000,00	29 612,18	123 144,13	390 215,88	542 972,20	444,18	543 416,38
TOTAL	1 410 000,00	65 472,15	272 084,40	825 650,65	1 163 207,20	922,49	1 164 129,69
Solde Créditeur Banque FAS	66 556,98						66 556,98
Solde Créditeur Banque Asso	525 196,72						525 196,72
Solde Créditeur Banque SIEGE	125,67						125,67
	2 001 879,37	65 472,15	272 084,40	825 650,65	1 163 207,20	922,49	1 756 009,06

ASSOCIATION LA SOURCE

DETAIL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	31/12/2022	Dotations	transfert ou régularisation ou reclassement	Reprises	31/12/2023
Retraite					
Siège	35 857,72				35 857,72
IME	103 681,92				103 681,92
FAS	87 389,96				87 389,96
Sessad	49 341,83				49 341,83
FAR	37 477,91				37 477,91
SAVS	65 453,78				65 453,78
ESAT Social	90 088,05				90 088,05
FAM Médical	84 935,08				84 935,08
FAA	111 547,11			7 038,37	104 508,74
S/Totaux	665 773,36	-	-	7 038,37	658 734,99
ARTT					
SAVS	4 961,70				4 961,70
S/Totaux	4 961,70	-	-	-	4 961,70
Salaires					
ESAT Social	-				-
SAVS	-				-
FAR	-				-
FAA	-				-
FAM	-				-
S/Totaux	-	-	-	-	-
Logiciels					
Siège	-				-
S/Totaux	-	-	-	-	-
Evaluation interne et externe					
FAS	2 502,74				2 502,74
SIEGE	4 968,50				4 968,50
FAR	-				-
SAVS	-				-
FAA	-				-
S/Totaux	7 471,24	-	-	-	7 471,24
Provisions pour rémunérations Travailleurs Handicapés au 31/12/2009					
Esat Commercial	83 517,67				83 517,67
S/Totaux	83 517,67	-	-	-	83 517,67
Provisions pour risques					
FAS	-				-
Esat Commercial	-				-
S/Totaux	-	-	-	-	-
Provision pour licence informatique					
FAA	531,46				531,46
FAM	170,08				170,08
S/Totaux	701,54	-	-	-	701,54
Provision pour grosses réparations					
FAA	2 777,83			345,20	2 432,63
FAM	888,94			110,46	778,48
S/Totaux	3 666,77	-	-	455,66	3 211,11
Provision succession résident					
FAA	294,88				294,88
S/Totaux	294,88	-	-	-	294,88
Provision pour Charges exploitation					
FAA	137 544,81				137 544,81
FAM	38 214,33				38 214,33
S/Totaux	175 759,14	-	-	-	175 759,14
TOTAUX	942 146,30	-	-	7 494,03	934 652,27

ASSOCIATION LA SOURCE
SIEGE SOCIAL : 1 AVENUE DE LA SOURCE – 37360 SEMBLANCAY
SIRET: 305 909 155 00044

* * * * *

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
Réunion de l'Assemblée générale relative à l'approbation des comptes de
l'exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, en application de l'article R. 314-59 du code de l'action sociale et des familles, il nous appartient de vous communiquer, le cas échéant, certaines informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'organe délibérant.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTION SOUMISE A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**Conventions des exercices antérieurs non soumises à l'approbation de l'Assemblée générale lors d'une précédente réunion**

Nous avons été avisés des conventions suivantes, passées au cours des exercices antérieurs et qui n'ont pas été soumises à l'approbation de l'Assemblée générale statuant sur les comptes des exercices antérieurs.

Contrats de travail

Les contrats de travail pour les différents directeurs se sont régulièrement poursuivis sur l'exercice.

La rémunération brute allouée au titre de ces contrats de travail et comptabilisée dans les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023, s'élève à :

- Pour Madame PERRIER Emmanuelle un montant de 62 803,87 €,
- Pour Madame MOREAU-FOUQUET Sophie un montant de 57 808,92 €,
- Pour Madame AZOT Elodie un montant de 8 802,79 €,
- Pour Madame VAILLANT Ophélie un montant de 56 695,31 €,
- Pour Monsieur TOUZET Philippe un montant de 22 757,61 €.

Fait à Saint Avertin, le 27 mai 2024
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

ORCOM AUDIT



JM LECONTE
Associé